



L'intersyndicale CGT Éduc'action- SNUEP FSU – SNEP FSU – SNALC – SUD Éducation – SNCL – SIES FAEN - se félicite de la réussite de la journée de grève du 27 septembre dans la voie professionnelle. Les personnels rejettent le projet de réforme de la voie professionnelle imposé à marche forcée par le ministre, comme en témoignent les 20 à 30 % de grévistes dans les établissements. Les rassemblements et les manifestations qui se sont déroulés sur l'ensemble du territoire ont été un succès.

Ces chiffres sont d'autant plus impressionnants que le ministère n'a révélé son projet réglementaire de grilles horaires qu'en début de semaine – laissant aux organisations syndicales un délai très court pour informer, échanger avec la profession.

L'intersyndicale, reçue en audience, a demandé le retrait du projet de texte sur les grilles horaires prévu à l'ordre du jour du Conseil Supérieur de l'Éducation du 10 octobre afin de prendre le temps de construire un projet ambitieux pour l'enseignement professionnel public. Ce ne sont pas les suppressions de postes qui doivent orienter la réforme, mais bien l'amélioration des conditions de travail des personnels et des conditions d'études des jeunes de la voie professionnelle, qui représentent 1/3 de la jeunesse lycéenne.

Le ministère n'a pour l'instant apporté aucune réponse aux questions de l'intersyndicale.

Cette journée de grève dans les lycées professionnels est une première étape. Nous devons continuer à informer et échanger avec nos collègues sur l'ensemble des territoires pour amplifier les actions et mobilisations et forcer le ministère à revoir sa réforme.

L'intersyndicale appelle les personnels à organiser des heures d'information syndicale dans les établissements dans la semaine du 15 au 19 octobre.

D'ores et déjà, l'intersyndicale appelle les personnels à s'emparer des dates de mobilisations déjà annoncées.

L'intersyndicale se retrouvera le 10 octobre à l'issue du CSE et elle s'engage dès maintenant à poursuivre les mobilisations pour une autre réforme de la voie professionnelle dans l'intérêt des élèves et des personnels.

Paris, le 28 septembre 2018